L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Journal, No. 12 Rue de Chartres.

Nouvelle-Orléans.

DIMANCHE MATIN, 1er OCTOBRE 1876

Les Etats-Unis jugés par un observateur.

Les lettres que M. G. de Molinari adresse au *Journal des Débats*, dénote chez cet économiste un observateur sagace qui ne se laisse pas prendre aux apparences. Son jugement est sévère quelquefois mais nous sommes forcés d'avouer qu'il sonne le plus souvent juste. C'est quelques extraits d'une lettre du 13 août que nous trouvons dans le numéro des *Débats* du 12 septembre.

Le peuple américain a certainement des qualités intellectuelles et morales hors ligne. Il est entreprenant, actif, ingénieux. Il est pratique, et pratique, et rien sur dans ses affaires privées et commerciales n'est de nature à croître généralement de l'Europe. Les ingénieurs, les mécaniciens, les agriculteurs, les négociants américains occupent au premier rang; il voit jusqu'en affaires, il a "l'œil américain" il juge au premier abord les difficultés d'une entreprise et il trouve presque toujours, pour les résoudre, le procédé le procédé le mieux adapté à la circonstance. Il sait aussi qu'il faut mettre de l'ordre dans la conduite de ses affaires et dans l'aménagement de sa vie. Il a pour cela des affaires publique. Au lieu de se perfectionner, il se complique à la grande et publique va, depuis une trentaine d'années surtout, se dégradant et se corrompant, et l'on ne pourrait pas citer, dans la question politique, économique, administrative ou financière, à laquelle les Américains n'aient donné la solution la plus mauvaise qu'elle pût comporter. A quoi cela tient-il? Cela tient principalement, comme on peut juger, sinon à l'absence d'une haute culture intellectuelle—il y a des hommes distingués dans chaque arrondissement—à l'ignorance: la législation civile et pénale, le droit international, les sciences physiques et naturelles, dans lesquelles les Américains excellent—sont moins aux intérêts, aux préjugés, et pour encore à l'infatuation à eux-mêmes qui empêchent chez eux les progrès de la vulgarisation des saines politiques et économiques. Ils ont des politiciens et même des économistes, mais ils ne paraissent pas se douter que la politique et l'économie politique soient des sciences, comme la médecine elle-même, des principes invariables, et auxquels il n'est pas plus permis de déroger en Amérique qu'en Europe.

Et comment l'Américain ne serait-il pas orgueilleux? Si l'on se garde bien de lui enseigner les langues étrangères dans ses écoles publiques—on les cultive aux États-Unis moins encore qu'en France, c'est tout dire—on lui met impitoyablement sous les yeux les grands exemples que l'histoire a donnés au monde; on lui apprend dans la vie jusqu'au fond de la moelle, cette vérité historique incontestable, que l'univers était plongé dans une épaisse barbarie avant l'apparition du peuple américain et la Constitution américaine. Plus tard, les orateurs de meetings et des *Conventions* se chargent d'achever son éducation et bien convaincu. Ce n'est pas qu'ils croient de deux en arrière en matière. Non! ils n'ont pas l'habitude de l'analyser leur pensée. Le Yankee a, heureusement, le sens droit, il sait aussi la franchise avec le bon sens américain. Il a rapprochant donc un peuple admirablement doué, si généreux, si désintéressé et si complet des intérêts de son monde, qu'il rendent dire de tous les intrigants et qui l'empêchent, par exemple, dans ses différends avec les puissances arriérées et corrompues de l'Europe, de faire valoir, au nom du bon droit, ils le supplient, au nom de ses intérêts les plus chers de corriger ces défauts qui font obstacle à la bonne intelligence de ces "deux nations sœurs." Comment n'écouterait-on pas des gens qui s'expriment avec cette brusque franchise? Comment ne suivrait-on pas leur supériorité démontrée? J'attends, à la vérité, que les Indiens gens parlent avec *humour* ces discours des *Smith* et des *Jones* des meetings, à la grande jubilation de leurs auditeurs; mais les Smith et les Jones n'en ont pas moins conscience de l'oracle du peuple, et ils n'ont pas coûté de gouverner les États-Unis.

Pendant tout temps les événements ont semblé donner raison aux Smith et aux Jones. La population et la richesse ont avancé aux États Unis un taux d'accroissement jusqu'à présent sans égal dans le monde, et qui n'avait pas laissé même pendant la guerre de la sécession et dans les années suivantes.—Voyez! reprenait Smith, bientôt après dépassé par Jones, nous avons traversé la plus effroyable guerre civile dont le monde ait jamais été témoin.....Une guerre américaine, c'est assez dire! Nous avons perdu 1 million d'hommes et 4 milliards; nous avons émis des quantités énormes de papier monnaie, taxé et surtaxé toutes les branches du revenu et de la consommation et, bien loin d'entamer la prodigieuse vitalité du peuple américain, il semble, au contraire, que nous l'ayons avivée et accrue. Ce qui aurait ruiné tout autre peuple nous a enrichis, et nous sortons plus triomphalement que jamais de cette épreuve qui devait briser pour toujours la grandeur future de la République. Hurrah! hip! hurrah! pour la grande république! Jones, vous qu'on appelait, par une belle soirée d'octobre 1873, qu'il y a une *Bastille* dans *Wall street*, une Bastille autrement redoutable, et que les maisons les mieuses on serait fondé sur des crédits pour des millions de valeurs fictives. Grand démon dans le monde financier et commercial. Mais, après tout, n'est-ce pas un événement assez ordinaire qu'une crise? Celle-ci passera comme ont passé les autres, et quand l'horizon sera été balayé par l'ouragan, le glorieux vaisseau de l'Union reprendra sa course majestueuse.

Qu'en se disant donc, et l'on attend le reprise des affaires; on l'attend demain trois mois, à moins à moins. Et, pendant ce temps, une bande de voleurs s'est emparée des administrations publiques; partout, des corporations puissantes; partout, des corporations puissantes; partout, des corporations puissantes